

D'ÉBATS

FÉMINISTES

#83

FEVRIER
2024

• LE BULLETIN DU PLANNING FAMILIAL 69 •



AVORTEMENT

La constitutionnalisation

MUSÉE

Le féminisme se déploie

MOBILISATION

Lutter contre
les Anti-choix

SOMMAIRE

EN DIRECT DU PF 69

- p.4 Mobilisations autour du 25 novembre
- p.6 Conseil Départemental du 16 décembre
- p.7 Le Covid : un enjeu féministe
- p.9 IVG et accompagnement au PF
- p.10 Femmage à Danielle Walter
- p.11 Des nouvelles du centre Intim Agir

C'EST MAINTENANT !

- p.13 Lutter contre les Anti-choix
- p.14 Soins des personnes Trans et CPAM
- p.16 Victoire du Collectif Solidarité entre Femmes à la rue
- p.17 Contre la "loi Immigration"
- p.18 Europe : Contre les violences faites aux femmes
- p.19 Fête de toutes les mères

OUVRIR LA VOIX

- p.21 Musée Gadagne et féminisme
- p.22 Les femmes font Villeurbanne au Rize

(RE)DÉCOUVERTES

- p.23 Féminismes & Musiques
- p.24 Bagarre érotique
- p.26 Nouveautés de la doc



ONT PARTICIPÉ À CE BULLETIN :

Elléa Bird, Camille Blois, Martha Gilson, Marie Maranzana, Betty Molin, Maéva Paupert, Charlotte Perrin, Christiane Ray, Chantal des Roseaux, les Super Féministes, Lucía Valdivia Ramírez

CONSTITUTIONNALISATION DE L'IVG

ON A LUTTÉ AVANT, ON CONTINUERA À LUTTER APRÈS !

Après une année 2023 marquée par la poursuite de la casse de nos droits fondamentaux, mais qui a aussi vu nos luttes s'unir et prendre de l'ampleur, grâce à un travail de mobilisation acharné de militant·es féministes, antiracistes, queers, de tous horizons, l'année 2024 est annoncée par le gouvernement comme un tournant pour la prétendue « grande cause du quinquennat » : les droits sexuels et reproductifs devraient être renforcés par l'entrée dans la constitution de la « liberté garantie » aux femmes d'avorter.

Le gouvernement et la majorité parlementaire parleront d'un progrès historique. Pourtant, cette constitutionnalisation laisse un goût amer aux féministes, pour trois raisons.

Premièrement, l'expression consacrée au sein des mouvements féministes est bien celle de « droit à l'avortement », et non pas de « liberté » : l'accès garanti à l'IVG pour toute personne qui en fait le choix doit être considéré comme un droit fondamental, pas comme une « liberté » ne demandant aucun effort aux législateur·ices pour assurer son application effective.

Deuxièmement, comme cela avait été le cas pour la « PMA pour toutes », les personnes trans se retrouvent exclues de la constitutionnalisation et ne se verront pas assurées du respect de leurs droits.

Troisièmement, les dominant·es au pouvoir s'approprient cette constitu-

tionnalisation, la présentant comme le signe de leur combat pour les droits des femmes. Ne nous y trompons pas : si cette avancée, certes incomplète et pas aussi satisfaisante qu'espéré, est aujourd'hui possible, c'est grâce aux mobilisations féministes, qui ne cessent depuis des décennies de pousser pour la consolidation du droit à l'avortement en France et dans le monde.

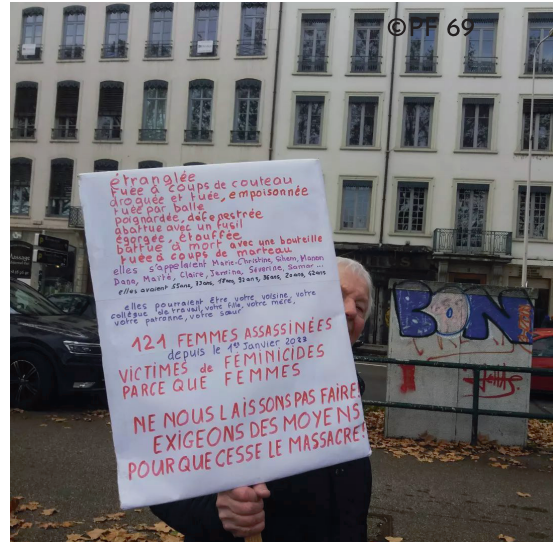
Sur ce sujet et bien d'autres, les macronistes feront mine d'être de notre côté ; iels continueront à se présenter comme des remparts face à l'extrême-droite et aux antichoix. Ce mensonge ne trompe plus personne depuis bien longtemps : l'ignoble et raciste loi Darmanin contre laquelle le Planning continue de se mobiliser, la loi sur les retraites, le contrat d'engagement républicain, la réforme de l'assurance-chômage, le mépris constant envers les personnels de l'éducation nationale et de la santé, envers les travailleur·ses et les jeunes, sont autant de briques brunes pavant tout droit la route vers l'extrême-droite. Peu importe leurs compromis et les miettes qu'iels nous offriront avec condescendance, nous ne leur ferons pas confiance et nous continuerons à lutter contre ces politiques.

L'obtention de nos droits politiques et sociaux ne s'est jamais faite sans les féministes. A nous de le leur rappeler !

 M.M.

25 NOVEMBRE 2023

MOBILISATION ET SOIRÉE D'ÉCHANGES AUTOUR DES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES



Nous étions 5000 à la manifestation du samedi 25 novembre à Lyon pour dénoncer les violences sexistes et sexuelles ! Un grand merci à toutes les personnes qui se sont mobilisées !

Merci aux militant.es du Collectif droit des femmes 69 pour toute l'organisation. Merci aux groupes qui ont pris la parole, Collectif Infantiste 69, Parchadxs, Complot Feminista et Collectif Palestine 69. Pas merci à la préfecture qui a refusé que cortège passe dans le Vieux Lyon.



Le 25 novembre 2023, à l'occasion de la journée de lutte contre les Violences Sexistes et Sexuelles (VSS), le collectif Super Féministe a proposé un atelier d'éducation populaire pour échanger entre militant·e·s féministes autour des moyens de lutte contre les VSS. Nous nous sommes retrouvé·e·s une vingtaine au CCVA de Villeurbanne, après la manifestation.

Le but de cette rencontre n'était pas de constituer un nouveau collectif, de rédiger un communiqué commun ou d'apporter des solutions à des situations individuelles mais de mutualiser nos ressources et nos réflexions sur la question, en respectant nos désaccords et nos différences de culture militante, y compris au niveau des termes employés. Nous souhaitions pouvoir aller plus loin que nos mots d'ordre militants qui sont destinés à dénoncer et à contrer les violences patriarcales, et réfléchir à ce que nous pouvons faire et à nos éventuels angles morts.

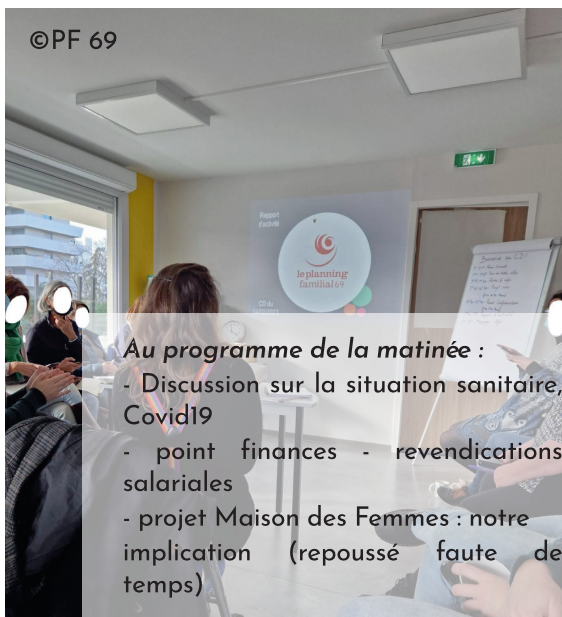
Dans un premier temps, les participant·e·s avaient le choix entre deux ateliers. Le premier était un cercle de parole à partir de situations concrètes préparées par les organisateurices, afin d'interroger les manœuvres individuelles et collectives possibles dans ces situations. Le deuxième était un arpentage d'articles et de brochures : chacune choisissait un texte et le lisait partiellement ou en totalité puis nous mettions en commun les éléments qui nous paraissaient

pertinents. Les textes avaient été choisis pour leur contenu critique de certains aspects de nos luttes, de nos milieux ou de nos pratiques tout en étant bien ancrés dans une perspective féministe.

Dans un second temps, nous avons proposé un débat mouvant : des affirmations étaient énoncées et les participant·e·s devaient se positionner dans la salle selon si iels étaient en accord ou en désaccord avec ce qui était formulé. Les affirmations étaient volontairement ambiguës de manière à mettre en avant des points de vue divergents et permettre la discussion. Hors atelier, une carte était à disposition pour qui voudrait partager des ressources ou des initiatives locales sur la question des VSS.

Enfin, nous avons assisté à un concert de la chorale des Branlheureuses dont plusieurs membres ont participé à des ateliers. Le CCVA étant occupé depuis un mois par des femmes à la rue et leurs enfants, la chorale a proposé que ceux-ci puissent assister au concert. Ce fut un très beau moment, qui donnait tout son sens à cette journée d'action et de réflexions.

Les retours sur cette initiative ont été positifs - bien que le sujet soit éprouvant - et donnent envie que des temps similaires soient à nouveau proposés, peut-être hors grande date pour ne pas surcharger les agendas des militant·e·s.



Au programme de la matinée :

- Discussion sur la situation sanitaire, Covid19
- point finances - revendications salariales
- projet Maison des Femmes : notre implication (repoussé faute de temps)

Discussion sur la situation sanitaire

Sur la base d'un dossier documentaire fourni par un groupe de travail dédié et des échanges collectifs, nous avons fait le point sur : la circulation active du virus et la sous-information organisée sur le sujet ; les impacts sanitaires de l'abandon des mesures de protection dans un contexte de régression des droits sociaux et de santé et d'inégalité dans leurs accès ; les enjeux féministes, classistes, antifascistes, antiracistes et anti-capitalistes de la crise covid et les apports des perspectives anti-validistes ; les mesures de protection individuelles et collectives efficaces. Nous avons décidé : le port du masque en CD (FFP2 mis à disposition), aération régulière, la possibilité de participer en distanciel, l'achat de matériels pour la qualité de l'air : capteur Co₂ et purificateurs. (Plus d'infos page suivante !)

16 DÉCEMBRE 2023

RETOUR SUR LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Point finances revendications salariales

Contexte : Le taux horaire des salariées était inchangé depuis plusieurs années du fait de contraintes budgétaires. Dans un contexte de forte inflation, nous avons avancé auprès de nos financeurs la nécessité d'une augmentation conséquente de nos subventions afin de revaloriser les salaires et de bénéficier du « Ségur de la santé ». Nos financeurs principaux (Métropole de Lyon et Direction régionale aux droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes) nous ont annoncé en décembre une augmentation d'environ 10 % de leur subvention. Le CD a examiné les impacts de ces augmentations sur le budget 2023, fait des projections sur 2024 et étudié différents scénarios possibles. Nous avons décidé l'augmentation du taux horaire, le rattrapage des salaires 2023, le versement d'une prime de fin d'année.

Le dernier CD s'est déroulé le 27 janvier 2024, RDV le 16 mars pour participer au prochain !

LA PROTECTION VIS-A-VIS DES VIRUS AEROPORTES :

UN ENJEU FEMINISTE AU PF69

Le dernier collège départemental 2023 a été l'occasion d'un point Covid 19 visant l'échange d'informations et de points de vue sur la situation pandémique et les mesures préventives. Il s'agissait que toutes disposent du même niveau d'informations pour décider des mesures de protection, sur la base d'articles scientifiques ou militants. En voici une synthèse et une sélection des ressources mobilisées.

1. Le covid n'est pas fini mais on ne veut pas le savoir

Le virus circule encore beaucoup et mute mais le gouvernement a démantelé les outils de mesures et de surveillance. La base de déclaration des cas hospitalisés est fermée, les professions médicales ne peuvent plus faire remonter les résultats des tests effectués, taux d'incidence et de positivité ne sont plus disponibles. Restent les données de SOS Médecins et des urgences, et un seul moyen de mesure : les eaux usées. Deux éléments confirment cette persistance : le covid est la première cause d'arrêt de travail en 2022 et la surmortalité est toujours importante depuis 2020.

2. Le covid n'est pas bénin : il tue, invalide et amenuise nos défenses immunitaires

Il tue deux fois plus que la grippe, peut persister dans l'organisme plusieurs mois, et est à l'origine de

pathologies invalidantes ou mortelles (covid-long, EM-Encéphalomyélite Myalgique, diabète, maladies auto-immunes, AVC, crises cardiaques). Chaque nouvelle infection augmente ces risques et nous expose plus fragiles aux autres virus en affaiblissant le système immunitaire.

3. Le covid n'est pas une maladie saisonnière ni un virus de l'hiver : il circule toute l'année

Il sévit en toutes saisons avec des flambées en particulier en automne, et les risques sont accrus l'hiver avec le repli des activités en intérieur et le manque d'aération des locaux.

4. Le covid concerne tout le monde (et pas seulement les personnes dites vulnérables)

Le sars-cov est un virus aéroporté or on n'a pas le choix de l'air qu'on respire et partage, et la moitié des contaminations sont asymptomatiques. Personne ne peut se dire invulnérable : jeunes et en bonne santé compris sont aux risques d'un covid long (le vaccin réduit les risques, mais aucun traitement ne le soigne) et des pathologies associées. On peut être à risques importants sans le savoir (cas des cancers précoces et non diagnostiqués qui augmentent les risques d'hospitalisation et la mortalité). Les conséquences se font sentir largement, en termes sanitaires et économiques (arrêts maladies,

augmentation annoncée des cotisations mutuelles, invalidités). Protéger les plus vulnérables n'est pas suffisant et les enjeux de protection sont collectifs.


5. Le covid est une question politique de gauche (mais peu à gauche s'y sont intéressé-e-s)

Le gouvernement a abandonné toute mesure de protection collective y compris dans les lieux de soin et accueillant des personnes à risques de formes graves ou mortelles, il a renoncé à la promesse d'investir dans la qualité de l'air à l'école et, face à l'augmentation des arrêts maladies, il répond par une possibilité de contrôles accrue. Les plus vulnérables sont aussi les moins bien protégé-e-s et les plus exposé-e-s aux risques sanitaires et économiques. Or la santé des travailleuses, des plus fragiles (malades, âgé-es, enfants, pauvres et éloigné-es du soin) est un enjeu de gauche.

6. Le covid est une question féministe (qui nécessite prises de positions et actions en ce sens)

Les femmes sont plus touchées par le covid long (elles ne peuvent prendre le repos nécessaire à toute infection du fait de leur double journée de travail) et sont exposées aux risques de violences domestiques en cas d'invalidité et de dépendance économique. Les mères célibataires sont surexposées via leurs enfants et à risque de re-paupérisation en cas d'arrêt de travail. Les personnes à risques de formes graves et mortelles sont aussi des femmes (malades,

enceintes, immunodéprimées), des minorités de genre, de sexualité ou de race. L'exposition aux virus aérosols pose la question du respect des limites, de l'intégrité physique et du consentement.

 C.B. et M.P.

Ressources :

- Bulletin épidémiologique du 29/11/23
- Revue rapide de la littérature scientifique : proportion de personnes asymptomatiques, leur réponse immunitaire et leur potentiel de transmission de la COVID-19
- Une « dette immunitaire » causée par les mesures barrières, vraiment ? (INSERM)
- Peut-on booster son immunité ? (alldocteur)
- Covid-19 : déclencheur d'EM, maladie chronique invalidante?
- Des pics de crises cardiaques chez les jeunes (E. McLaughlin, Maura Hohman) video en anglais
- Hausse des compléments santé : "L'ensemble des nouvelles dépenses, c'est une facture assez colossale à répartir sur l'ensemble des adhérents", prévient le président de la Mutualité française
- Des gauches en bien mauvaise santé (Pierre-André Juven, Pauline Londeix et Jérôme Martin)
- Pourquoi vous devriez vous reposer si vous avez le covid (Jamie Ducharme)
- La Sous-Classe Virale (Steven Thrasher, Charlotte Rosen)
- Féminisme et anti-validisme : la convergence des luttes à l'épreuve du covid. (Harriet de Gouge)
- Le Covid n'a pas disparu, mais l'empathie, le soin et la solidarité oui" (Tithi Bhattacharya)
- « L'antifascisme en temps de pandémie » In La nécessité (encore et toujours) de l'antifascisme (Revue Agitation, Collectif La Horde.)
- Page-ressources sur la réduction des risques liés au covid autodefensesanitaire.fr
- Analyses et traductions de Cabrioles Carnet de recherche pour l'Autodéfense Sanitaire face au Cov-19, en particulier les dossiers Fascisation, Eugénisme pandémique, Communisme du soin et Féminismes.

ACCOMPAGNER LES PERSONNES MINEURES LORS D'UNE IVG

En tant qu'association militante et féministe, nous sommes repéré·es comme partenaires essentiel·les pour soutenir l'accès à l'IVG. Nous nous mobilisons donc pour que les personnes mineures puissent avoir ce droit, même quand leur contexte personnel leur impose un silence et une confidentialité absolues.

Depuis 2012, le Planning Familial 69 a créé un réseau de personnes volontaires pour accompagner des personnes mineures lors de ces soins. Des sessions de formation sont organi-sées chaque année pour renouveler et entretenir ce réseau, actuellement riche d'une trentaine de personnes.

En effet la loi n° 2001-588 du 4 juillet 2001 autorise les mineures souhaitant interrompre leur grossesse sans en parler à leurs parents à faire cette démarche en toute confidentialité, à la condition d'être accompagnées par une personne majeure de leur choix.

Nous accompagnons une dizaine de mineures par an. Nos bénévoles sont avant tout là pour assurer une présence rassurante, leur rôle est avant tout de permettre que cette IVG soit possible, mais aussi que la personne mineure se sente accompagnée avec bienveillance, en

sécurité. Nous assurons de notre côté la mise en lien, par mail ou par téléphone des mineur.e.s et bénévoles et restons disponibles tout au long de cet accompagnement si nécessaire.

J'ai le plaisir, depuis quelques années maintenant, de co-animer cette formation, généralement avec une bénévole qui peut ainsi partager aussi son expérience. Cette fin d'année 2023, Charlotte et moi avons ainsi accueilli 15 personnes d'horizons divers à qui nous avons pu expliquer le déroulement d'une IVG et répondre aux questions sur les enjeux liés à la défense de l'IVG pour toutes. De nombreux témoignages ont contribué à transmettre et partager les expériences, doutes, et limites de chacune.

C'est toujours l'occasion d'échanges riches et ce moment permet aussi à nous, professionnel·les, de partager notre quotidien pour défendre ce droit fondamental.

Une nouvelle soirée sera proposée en fin d'année 2024.



 C.D.R. et C.P.

DANY WALTER, MILITANTE DU PLANNING FAMILIAL DU RHÔNE (1927-2023)

Je souhaite rendre hommage à Dany Walter, militante des premières heures du Planning familial du Rhône (1967-1978) et du MLAC lyonnais qui nous a quittées en février 2023. J'ai eu la chance de la rencontrer dans le cadre de mes recherches et de m'entretenir longuement avec elle. Je remercie Jacques Walter, son mari d'avoir accepté que je partage avec vous quelques moments de son parcours.

Dany est née au sein d'une famille protestante en 1927 et a passé son enfance dans le pays de Bourdeaux où durant la Seconde Guerre mondiale sa famille fait partie de la résistance et d'un réseau qui accueille et permet à des familles juives de fuir vers la Suisse. En 1950 à Paris, elle se marie avec Jacques, pasteur et engagé au sein de la Mission Populaire, branche du protestantisme qui travaille spécialement en milieu ouvrier. En 1963, elle s'installe avec son mari et leurs six enfants à la Duchère qui vient d'être construite et où son mari se charge d'installer le foyer protestant.

Dany arrive au Planning familial en 1967 et va très vite devenir animatrice en milieu scolaire, poste qui la marquera profondément tout comme Mai 68 qu'elle vit à la Duchère (réunions, soirées avec les jeunes) et avec ses enfants car trois d'entre eux-elles étaient au lycée Jean Perrin qui était très mobilisé.

Cet événement lui permet de « mettre de l'ordre dans [s]a tête », de s'ouvrir à des questions nouvelles, aux autres...

Dans le cadre de la lutte pour le droit à l'avortement, elle se bat pour ouvrir une permanence pour accueillir les femmes en demande d'avortement au sein du foyer protestant qu'anime son mari. Elle y arrive et pendant un an, tous les lundis, une permanence d'accueil est animée par Dany et deux autres femmes qui deviendront par la suite militantes actives du Planning.

Elle part avec son mari à Paris où elle participera à des groupes femmes et fera beaucoup de cours d'alphabétisation notamment auprès de femmes. Dany revient avec son mari à Lyon au début des années 1990, où avec son mari qui un temps préside la Cimade, elle accompagne des personnes sans-papiers.

Aussi, elle s'engage pendant quinze ans dans le groupe *Les femmes en noir*, un réseau international qui

s'oppose à l'occupation des territoires palestiniens et lutte contre les violences faites aux femmes. Ce groupe se réunit tous les premiers vendredis du mois au centre de Lyon et Dany était dans la rue jusqu'à la fin, le vendredi avant son décès.

J'ai la chance de rencontrer beaucoup de parcours de femmes inspirantes grâce à mes recherches et le parcours de Dany Walter m'a particulièrement marquée, inspirée et donné de la force depuis que je l'ai rencontrée en 2015. J'espère que ce sera le cas pour vous aussi !

Merci Dany !

👤 L.V.



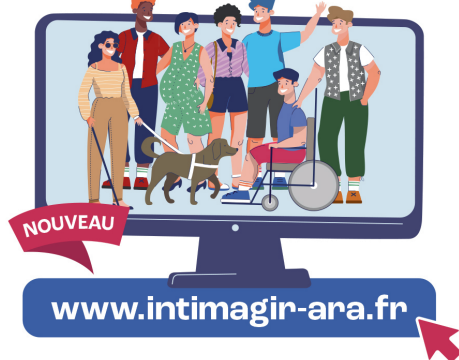
UN VENT DE NOUVEAUTÉ SOUFFLE CHEZ INTIMAGIR AUVERGNE-RHÔNE-ALPES !

Votre centre ressource a le plaisir de vous annoncer l'ouverture de son site internet intimagir-ara.fr. Vous pouvez y retrouver un annuaire des professionnel.le.s de santé (médecins, sage-femmes, psychologues, sexologues, conseillères conjugales et familiales) et des lieux ressources (centre de santé sexuelle, établissement vie affective, relationnelle et sexuelle, associations de prévention de lutte contre les violences). On peut y trouver les fonds documentaire de la région, les offres de formations et notre actualité. Mais ce n'est pas tout, nous l'avons

intim
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
agir

Centre ressource régional avec et pour les personnes en situation de handicap

Vie affective, sexuelle, parentalité,
lutte contre les violences



voulu inclusif avec l'installation du module LISIO Web Engagé (le petit hippocampe à droite de l'écran) permettant de favoriser l'accès à nos contenus à toutes et tous en prenant en compte les difficultés de chacun.

Pour rappel, le centre ressource Intimagir Auvergne-Rhône-Alpes a pour objectif de promouvoir de façon positive l'intimité et le corps, l'autonomie relationnelle et sexuelle des personnes en situation de handicap, de soutenir la parentalité, prévenir des violences sexistes et sexuelles. Il s'adresse aux personnes concernées, aux professionnel.le.s et aux aidant.e.s.

Nos missions :

ÉCOUTER : proposer un accueil téléphonique permettant une écoute et une orientation adaptée et efficiente.

ORIENTER : établir une cartographie des professionnel.le.s, des pair-aidant.e.s et des lieux ressources proches de chez vous pour répondre au mieux à vos besoins.

INFORMER : référencer les fonds documentaires pouvant vous proposer des outils et informations sur nos différentes thématiques accessibles à toutes et tous. Recenser les offres de formations à destination des professionnel.le.s, aidant.e.s ou personnes concernées.

L'AGENDA

Janvier 2024 : les rencontres territoriales de l'Ain. Co-organisée avec l'Adapei 01.

Des professionnel.le.s et personnes accompagnées venu.e.s de différentes structures ont assisté à un après-midi d'ateliers et de réflexion sur la

thématique de la vie affective et sexuelle. Ce fût un temps d'échange constructif. Les personnes en situation de handicap ont pu témoigner librement de leurs expériences, des difficultés rencontrées et des avancées constatées.

D'autres rencontres territoriales sont d'ores et déjà prévues dans d'autres départements de la région courant 2024.

Prochain rendez-vous :

Formation « Cinéma et handicaps » : 1er février 2024, à l'initiative de l'AcirA - Passeurs d'images en partenariat avec Mon Ciné et l'Archipel des lucioles. Lieu : Mon Ciné - Sain Martin d'Hères (38).

Le centre Intimagir Auvergne-Rhône-Alpes interviendra sur la thématique "inclusion et salle de cinéma".

Journée d'animatrices et d'animateurs à l'occasion des 20 ans de « Sexual Understanding » fondé par Sheila Warembourg, sexologue formatrice, spécialisée dans « la vie intime, affective et la santé sexuelle des personnes en situation de handicaps : 2 février 2024 - Lyon (69).

Intimagir ARA participera à l'événement et rencontrera ainsi les animateur.ices, en apprendra plus sur l'engagement personnel et associatif, la méthodologie ou les outils pédagogiques.

N'hésitez pas à nous contacter pour découvrir le centre, solliciter notre accompagnement, inscrire votre établissement dans l'annuaire... ou pour toutes autres questions au 07 49 88 98 79 ou par mail : handicap@planningfamilialara.com ou sur notre site intimagir-ara.fr.

C'EST MAINTENANT !

DES WEBINAIRES SUR LA LUTTE CONTRE LES ANTICHOIX AU NIVEAU CONFÉDÉRAL

La lutte contre les antichoix au sein du mouvement a commencé dès le début de l'année sur les chapeaux de roue : dans le cadre des journées nationales du pôle Genre, Droits et Sexualités (GDS), le groupe de travail de lutte contre les antichoix (GLAC), responsable de la feuille de route éponyme, a eu l'occasion d'organiser et d'animer au niveau confédéral, à destination de toutes les militantes du mouvement, un webinaire en deux parties, renouvelées sur deux semaines début janvier.

La première partie, intitulée « Comprendre et décrypter les mouvements antichoix », a permis d'explorer qui sont les mouvements antichoix et comment ils agissent, à travers trois focus. Le premier portait sur leurs attaques envers les personnes LGBTQIA+ et leurs droits. Le GLAC a souhaité travailler en transversalité à ce sujet, et a donc fait appel à un militant de la feuille de route « Agir avec les personnes LGBTQIA+ » pour présenter ces enjeux. Le deuxième focus concernait les liens entre les antichoix et les discours racistes, anti-immigration et natalistes. La récente loi immigration et les appels d'Emmanuel Macron à

un « réarmement démographique » s'inscrivent très largement dans ces logiques. Enfin, l'essentiel du module était consacré au cheval de bataille majeur des anti-choix ces temps-ci : l'éducation à la sexualité. Ce webinaire a été l'occasion d'échanger avec les participant·es sur leurs expériences d'attaques antichoix au niveau de leur AD d'une part, et d'évoquer des pistes pour construire une réponse commune d'autre part.

La seconde partie, intitulée « S'outiller pour riposter », a ainsi permis d'évoquer des pistes concrètes d'action pour lutter contre les antichoix, développées dans quatre ateliers : « construire un plaidoyer adapté », dans lequel sont intervenues les chargées de plaidoyer de la confédération ; « renforcer la sécurité, se protéger », où des militantes de l'AD69 ont pu partager leur expérience approfondie en matière de lutte contre les militantes antichoix et d'extrême-droite, particulièrement présentes à Lyon ; « Constituer des alliances et des partenariats », dans lequel est intervenue une militante de l'AD33 pour évoquer l'émergence et la consolidation d'un réseau d'alliées face aux nombreuses attaques subies

en 2023 ; « Riposte juridique », où une avocate et militante du Planning a évoqué les outils juridiques que l'on peut solliciter pour lutter contre les antichoix.

La feuille de route contre les antichoix produit par ailleurs des outils pour aider les AD à lutter contre les attaques : un vademecum sur les réactions à avoir en cas d'attaques, et prochainement un livret pédagogique sur les façons de débusquer et riposter face à des discours antichoix de plus en plus répandus et relayés en dehors de leur nébuleuse.



Dans la nuit du 18 au 19 juin 2023, un groupuscule anti-choix a collé des stickers sur de nombreux vélos pour répandre son mépris du droit des femmes et minorités de genre à disposer de leurs corps. Réponse immédiate des militant·es du PF 69 avec des autocollants du Planning !

 M.M.

UNISSONS-NOUS CONTRE LES REFUS DE PRISE EN CHARGE DE SOINS DES PERSONNES TRANS PAR LES CPAM

Depuis plusieurs années, les associations LGBTQIA+, trans, nationales et locales, constatent que les Caisses Primaires d'Assurance Maladie (CPAM) bloquent administrativement la prise en charge de soins des personnes trans dans le cadre de leur transition.

Les CPAM ne manquent pas d'imagination pour émettre ces refus : absence de suivi depuis plus de 2 ans par une équipe pluridisciplinaire, actes relevant d'une chirurgie esthétique, absence de suivi psychiatrique, demande médicalement injustifiée, etc.

Ces refus abusifs et discriminatoires contraignent de nombreuses personnes à payer des frais de soins anormalement élevés, ou pire à renoncer à leurs soins faute de moyen.

En début d'année 2023, M., soutenu par des associations locales et nationales, a décidé de mettre fin à ces abus, cette illégalité, en menant une action judiciaire contre la CPAM du Rhône qui refusait de prendre en charge sa mammectomie.

Cette première étape a été un succès puisque le Tribunal Judiciaire de Lyon a tenu compte de la nécessité

de l'opération pour lui accorder en urgence une prise en charge, lui permettant de faire réaliser la chirurgie. [...]

Après plusieurs mois passés à collecter les témoignages de personnes trans lésées par les Caisses Primaires d'Assurance Maladie, notre groupe de travail inter-associatif est fier de vous annoncer qu'en cette fin d'année, nous attaquons !

L'avocate chargée de ce recours mutualisé a effectué le dépôt auprès du Tribunal Judiciaire de Lyon ce vendredi 29 décembre 2023.

Rappelons les objectifs : la reconnaissance du caractère abusif et discriminatoire des refus de prise en charge des CPAM à l'égard des soins de transition et par conséquent la garantie du droit à chacune d'avoir accès aux soins et à l'autodétermination de son genre. À court terme, l'objectif est aussi d'obtenir le remboursement et le dédommagement des personnes trans discriminées et lésées par les CPAM.

Nous remercions toutes les personnes qui nous font confiance pour cette procédure. Iels sont 8 au total. Merci également à celles qui ne remplissaient pas toutes les conditions mais dont les témoignages précieux vont venir appuyer le dossier.

En plus de cela, 5 associations communautaires, membres du groupe de travail, soutiennent le recours en qualité de parties intervenantes : Chrysalide, Fransgenre, SOS homophobie, le Centre LGBTI+ Lyon et le Collectif Fiertés en Lutte.

Maintenant : nous attendons. Nous vous tiendrons au courant des suites dès que l'affaire avancera.

Pour toute information, nous vous invitons à contacter le groupe de travail :

recours@centrelgbtilyon.org

Ce communiqué est le produit d'un travail inter-associatif de représentant-es d'association LGBTQIA+, trans, nationales et locales.

Le groupe de travail cherche à s'élargir et propose une place à l'ensemble des associations, collectifs et personnes souhaitant se saisir de cette problématique.

SIGNATAIRES

Centre LGBTI+ Lyon

Chrysalide

Collectif Fiertés en Lutte

FRISSE

Fransgenre

Le Refuge Lyon

SOS Homophobie

*Extraits d'un communiqué de juin 2023,
puis de décembre 2023*



@CollectifSfr



Solidarité femme à la rue



solidariteentrefemmesalarue@gmail.com

COLLECTIF SOLIDARITÉ ENTRE FEMMES À LA RUE - 18/01

ON A GAGNÉ !!



Le 17 janvier, c'était beaucoup de stress. La préfecture est venue au CCVA donner les propositions d'hébergement. 56 personnes ont une place dans un nouveau centre d'hébergement. **On a réussi à faire ouvrir 56 places en deux mois, ça montre que c'est possible, mais il faut lutter !** Pour les autres, la préfecture a proposé 4 nuits d'hôtel à Belleville ou Massieux. Elle était là à 9h, et un bus devait partir à 10h30 pour les amener là-bas.

On vit ici on reste ici !

La préfecture n'est pas là pour aider, elle est là pour traumatiser, donner du stress et faire des pressions. Elle veut éloigner les gens de Lyon parce qu'on dérange, alors qu'on est soignées ici, on travaille ici, les enfants vont à l'école ici. Pourquoi nos enfants seraient descolarisés ? C'est pas assez difficile ? Pourquoi partir pour 4 jours, qu'est ce qu'on va faire pour 4 jours ? On préfère encore être dehors, plutôt que partir 4 jours, ça change rien ! **Le bus de la préfète est reparti vide, personne n'en veut de ses hôtels !**

Le 17 janvier, nous avons redit à la mairie qu'on ne partirait pas du CCVA sans solutions. La mairie a fini par accepter de mettre à disposition un gymnase pour quelques semaines le temps de faire des travaux dans un bâtiment pour la quarantaine de personnes qui n'ont pas été hébergées. Personne ne sera remis à la rue ! C'est une victoire !

On a lu dans les médias que « la préfecture va ouvrir 300 places dont 60 places pour des femmes de Villeurbanne » et que « la préfecture a hébergé 73 personnes du CCVA » et que « un peu plus de 100 personnes se sont vues proposées des solutions de mise à l'abri ». C'est faux ! 4 jours d'hôtel ce n'est pas une proposition ! C'est en occupant et en se battant pendant des mois qu'on a eu des places !

C'était difficile mais on est là, on y est arrivé !

L'occupation c'était dur, y avait des hauts et des bas, des menaces d'expulsion, la peur, le stress, les traumatismes, on avait pas de matelas, pas de douches... La mairie avait annoncé notre expulsion le premier soir de l'occupation, puis le 4 janvier, puis le 19... On a été poussées à bout mais on a tenu ! Les institutions veulent jamais nous écouter, toujours nous mépriser. **Arrêtez de penser à notre place, c'est nous qui sommes concernées, écoutez-nous !**

Enfin, la mairie nous a écouté, et nous allons continuer à nous organiser avec elle pour notre hébergement. Ce n'est pas fini mais nous sommes soulagées. **On remercie toutes les personnes, associations, collectifs qui nous ont aidé, donné des choses, signé notre pétition, ça nous donne de la force.**

On oublie pas les autres !

En moins d'un an, on a réussi à faire ouvrir 3 lieux d'hébergement, pour environ 150 personnes. On est fières mais il reste plein de personnes, des femmes, des enfants à la rue, ici et dans d'autres villes. On continue la lutte ! On veut dire à tout le monde que c'est que en se battant qu'on sera respectées et hébergées !

ON INVITE TOUT LE MONDE À UN GOÛTER FESTIF MERCREDI 24 JANVIER À PARTIR DE 16H

DEVANT LE GYMNASE 110 RUE DU 4 AOÛT À VILLEURBANNE,

VENEZ NOUS SOUTENIR ET FÊTER LA VICTOIRE AVEC NOUS !



COMMUNIQUÉ DU PLANNING FAMILIAL 69 CONTRE LA LOI IMMIGRATION

L'adoption le 19 décembre 2023 de la 'loi immigration' marque un tournant dans la banalisation des idées racistes et xénophobes. Pour faire adopter ce texte, la majorité a choisi de faire des concessions massives à la droite et à l'extrême-droite, au mépris des droits fondamentaux des étrangers/ères. Nous, Planning Familial 69, considérons que cette loi est criminelle, car elle rejoint le principe de préférence nationale défendu par l'extrême-droite et instaure une discrimination légale à l'encontre des ressortissant-e-s étrangers/ères.

La limitation drastique des critères d'attribution des Aides personnalisées au logement (APL), de la Prestation compensatoire du handicap, des allocations familiales ou bien du titre de séjour pour raisons médicales manifeste un choix clair : celui de cibler les personnes les plus vulnérables et les plus précaires. Nous faisons déjà le constat que, ces dernières années, les situations de précarité ont fortement augmenté parmi le public que nous accueillons au Planning Familial 69, une précarité qui touche beaucoup plus largement les femmes et les minorités de genre. Cette loi aura pour conséquence d'aggraver de manière immédiate et massive ce phénomène.

Nous revendiquons la liberté de circulation pour tou-te-s. Nous revendiquons des moyens suffisants et des politiques publiques actives pour garantir à toute personne, française ou non, le respect de ses droits fondamentaux - et notamment le droit à l'hébergement et à la santé. Nous exigeons le retrait complet de la loi immigration, une loi raciste, xénophobe et criminelle.

23 décembre 2023



A Lyon, comme partout en France, les rassemblements se sont multipliés pour dénoncer cette loi, et nous y étions : le 18 décembre, le 21 décembre, le 14 janvier, le 21 puis le 25 janvier. Suite à la censure de certains articles par le Conseil Constitutionnel, le pire est évité, mais cette loi reste raciste et à combattre.

DIRECTIVE EUROPÉENNE SUR LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES : LA FRANCE DOIT CESSER DE BLOQUER LES NÉGOCIATIONS EN COURS POUR UNE DÉFINITION EUROPÉENNE DU VIOL BASÉE SUR LE CONSENTEMENT

Paris, le 25 janvier 2024 - Inquiètes par la tournure prise par les négociations en cours sur la Directive européenne contre les violences à l'égard des femmes, Amnesty International France et le Planning familial interpellent le Président de la République et le Garde des Sceaux pour que la France cesse de s'opposer à une définition européenne du viol basée sur le consentement. A quelques jours de la fin des négociations, la France - tout comme l'Allemagne et la Hongrie - met en péril l'ensemble de la Directive européenne qui contient d'importantes avancées en matière de protection des droits des femmes. La position française est incompréhensible, tant au regard de ses engagements que de ses objectifs en matière de lutte contre les violences faites aux femmes.

Les blocages portent autour de l'article 5 de la Directive - qui prévoit l'inclusion du viol, fondé sur le défaut de consentement, à la liste des infractions liées à l'exploitation sexuelle des femmes et des enfants et à la criminalité informatique.

L'opposition de la France ne saurait être justifiée par l'argument de l'incompétence de l'Union Européenne (UE) à légiférer en la matière. La Commission européenne et le Parlement européen estiment en effet que l'UE dispose de cette compétence pour légiférer en ce domaine, sur le fondement de « l'eurocriminalité » relative à l'exploitation sexuelle des femmes et une interprétation extensive des articles 82, paragraphe 2, et l'article 83, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. De son côté, le service juridique du Conseil n'a pas exclu cette compétence.

L'opposition de la France constitue une mise en danger pour des millions de filles et de femmes. Cette position est en totale contradiction avec les obligations internationales souscrites par la France, en particulier au titre de la Convention d'Istanbul qu'elle a ratifiée en établissant une définition du viol précisément fondée sur le défaut de consentement.

Dans le contexte actuel marqué par la montée en puissance des mouvements anti-genre, anti-droits et anti-choix, la Directive serait une contribution notable au combat qui se joue pour la défense des droits des femmes et des minorités de genre dans l'UE, en ce qu'elle pose des standards minimums absolument essentiels contre les violences fondées sur le genre et l'impunité les entourant.

A quelques mois des élections européennes, la France doit être à la hauteur de ses ambitions en matière de lutte contre les violences fondées sur le genre. La suppression de l'article 5 constituerait une occasion manquée d'uniformiser la définition du viol dans l'Union européenne, et un échec à protéger les femmes de manière effective en tenant compte des réalités auxquelles sont confrontées les victimes de viol.

Nous, organisations de la société civile, qui œuvrons au respect des droits humains et à la lutte contre les violences faites aux femmes, appelons le Président de la République et le Garde des Sceaux à infléchir leur position afin de s'assurer que la Directive européenne soit conforme au droit international et protège efficacement les victimes de viol en fondant la définition de celui-ci sur la base du consentement.

FÊTE DE TOUTES LES MÈRES ET DE TOUTES LES PARENTALITÉS

Tous les ans, au mois de mai, c'est reparti pour une dose de fleurs roses et de bijoux qui brillent pour « la plus belle des mamans ».

Mais c'est quoi cette « fête des mères » ? Et si on lui offrait une petite mise à jour ?

Tu crois peut-être que la fête des mères, c'est juste une occasion mignonne de fabriquer un bidule en pâte à sel ou d'envoyer un SMS avec des cœurs à ta daronne. Ou une « fête commerciale » pas très intéressante.

Sauf qu'on voit venir l'embrouille quand on sait que la fête des mères s'est développée petit à petit en France juste après la Première Guerre mondiale, pour célébrer les mères de familles nombreuses. C'est important, les familles nombreuses, dans un pays qui vient de sacrifier 1,3 million de vies dans une guerre ! Pour être une bonne Française dévouée pour la Nation, il faut faire des gosses à la pelle...

Et en 1941, c'est Pétain qui en fait une fête nationale pour défendre une certaine idée de la maternité et de la famille : une maman, c'est une gentille fée toujours douce et patiente, qui fait tous les sacrifices pour s'occuper de ses enfants, son mari et sa maison... et à qui on dit « merci » une fois par an.

Et jusqu'à aujourd'hui, l'esprit de cette fête n'a pas beaucoup évolué.

Il serait temps de faire une petite mise à jour, non ?

Quand est-ce qu'on voit et qu'on entend le point de vue des familles monoparentales, des parents racisé·es, précaires, handi, LGBTI, TDS... ? De celles qui auraient voulu et qui n'ont pas pu, celles qui ne voulaient pas et qui le sont, celles qui sont en train d'essayer et qui rencontrent des obstacles et des discriminations, celles qui ne veulent pas, celles qui ont une relation compliquée avec leurs enfants ?

Alors on a commencé à imaginer une Fête de toutes les mères et de toutes les parentalités, qui aurait lieu le jour de la « fête des mères » (le 26 mai 2024), mais qui célébrerait vraiment toutes les parentalités.

Cette fête a pour ambition de rappeler la diversité des expériences et des conditions d'existence des parents, ainsi que de repolitiser la maternité sous un angle féministe, antiraciste, anticapitaliste, antivalidiste et pro-choix.

On rêve d'une journée :

- Où toutes les mères pourraient venir se rencontrer, discuter, partager leur point de vue, faire une pause ou s'amuser.
- Où les parentalités trop souvent invisibilisées seraient représentées : monoparentalité, parents queer, racisé·es, précaires, handi, TDS...
- Où on pourrait enfin parler de ce qui rend la maternité difficile : le non désir d'enfant, les mauvaises conditions matérielles d'existence,

l'inégalité de répartition des tâches, la non-reconnaissance de notre statut de parent ou au contraire l'assignation à ce rôle, l'invisibilisation du travail de mère, les violences subies

- Où les enfants seraient bienvenu-es, pourraient jouer, prendre de la place et participer à des discussions

Avec des conférences et des débats pour se demander : C'est quoi, « être mère », aujourd'hui ?

Avec des animations qui permettraient à chacune de se sentir à l'aise de participer.

Avec des créations artistiques pour visibiliser d'autres modèles de familles.

Le projet te parle ? Contacte-nous !

Pour que cette Fête de toutes les Mères et de toutes les parentalités voie le jour, on a besoin de toi :

- tu as des idées de personnes à inviter ? de lieux où on pourrait organiser ça ?
- tu veux proposer une intervention, un atelier ou une création artistique en lien avec la parentalité ?
- tu veux nous aider à organiser cette journée ?
- tu sais que tu n'auras pas de temps à consacrer à ce projet mais tu as des remarques, des attentes, des envies ? on veut les connaître !

Ecris-nous à
fetedetouteslesmeres@proton.me !

Tu peux t'associer à cet événement individuellement ou au nom d'un groupe dont tu fais partie : en proposant des activités, un lieu, un soutien logistique, en communiquant sur l'événement ou tout simplement en nous faisant part de tes retours ou idées depuis ta perspective.

Si tu connais des personnes ou des collectifs susceptibles d'être intéressés par cet événement, écris-nous ou parle leur directement de ce projet.

Au plaisir de faire des colliers de nouilles ensemble !

Le collectif d'organisation de la Fête de toutes les mères



LES FÉMINISTES ENTRENT AU MUSÉE !

La nouvelle exposition permanente du Musée Gadagne.

Après cinq ans de travaux, le musée de Gadagne (musée d'histoire de Lyon) inaugure un nouveau parcours d'exposition, inspiré par une muséographie et une scénographie contemporaines qui veulent désacraliser l'institution muséale. La volonté du musée - qui se veut un musée pour tous et toutes - est de s'ouvrir à un plus large public, au-delà des visiteurs-habitués des musées et des amatrices d'histoire. L'ensemble de l'exposition est très varié : objets du quotidien (« d'époque » ou non), installations ludiques et interactives, documents audio et vidéo. Des personnages fictifs accompagnent le visiteur ou la visiteuse tout au long du parcours.

Le nouveau parcours du musée se décline en quatre thématiques :

« Portraits de Lyon » a pour objectif de se repérer dans la ville et montre ses métamorphoses à travers une maquette interactive.

« Les pieds dans l'eau » illustre les relations des Lyonnais et des Lyonnaises avec leurs cours d'eau.

« Qu'est-ce que tu fabriques » présente Lyon comme cité industrielle et ouvrière.

« Lyonnaises, lyonnais, pouvoirs et engagements dans la cité » offre le récit d'une histoire politique de Lyon

à travers des figures du pouvoir et des exemples d'engagements citoyens. Trois thèmes sont abordés dans cette partie : la défense de l'environnement, la lutte pour les droits des étrangers, le féminisme.

Les combats féministes à Lyon

C'est dans la dernière partie de l'exposition que sont abordées les luttes féministes à Lyon. Les vitrines présentent des documents d'associations féministes anciennes ou actuelles (Cercle Flora Tristan, Planning Familial, Filactions, Centre des femmes, Stop Viol). Une vidéo donne la parole à quatre femmes toujours engagées dans le mouvement féministe actuel (Planning Familial, Filactions, VIFFIL, Nous Toutes). Elles s'expriment autour de quatre thèmes : leur entrée dans le mouvement féministe, les grandes dates de ce mouvement à Lyon, l'évolution des combats, la transmission.

Pour les féministes qui visitent cette expo (et y figurent pour certaines !), c'est l'occasion de constater que tous les combats n'ont pas été inutiles. Par exemple, on n'est plus obligées d'utiliser ses casseroles pour faire bouillir la sonde qui permettra de réaliser un avortement ! Mais c'est aussi l'occasion de se voir renforcées dans leurs luttes, car tout n'est pas acquis et les menaces ne sont jamais loin !

 C.R.

EXPOSITION AU RIZE

« PLURIELLES, LES FEMMES FONT VILLEURBANNE »



L'exposition du Rize se tient jusqu'au 30 septembre 2024 et son but est de rendre visibles les Villeurbannaises d'hier et d'aujourd'hui : basketteuses, médecins, artistes, résistantes ou lycéennes...

L'exposition débute par une rapide chronologie qui fixe un cadre au parcours et questionne plus largement le rôle et la place des femmes dans notre société à travers les thèmes du féminisme, du genre, de l'égalité femmes/hommes, de l'intersectionnalité.

Des portraits de femmes - connues ou inconnues - émaillent l'exposition et il est possible d'écouter des interviews de personnalités de Villeurbanne. Pour les Lyonnaises et

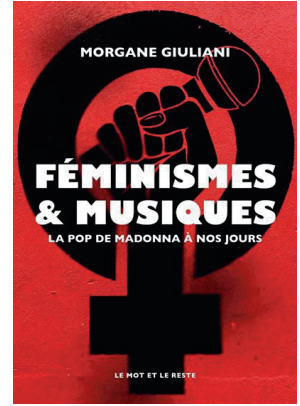
les Villeurbannaises, c'est un plaisir de voir évoquer telle ou telle personne qu'on connaît, avec qui on a eu des échanges, participé à des réunions.

Les dessins de Céleste Gandolphe ajoutent une note joyeuse et colorée aux portraits.

Un espace ludique et interactif permet d'intéresser petites et grandes et de mieux comprendre les questions liées au genre et aux stéréotypes filles-garçons.

Cette exposition a le grand mérite de montrer que toutes les femmes ont leur place dans le combat féministe.

FÉMINISMES & MUSIQUES LA POP DE MADONNA À NOS JOURS



Madonna féministe ? Beyoncé féministe ? Telles sont les questions (ainsi que beaucoup d'autres !) que peut se poser une féministe des années 1970 qui a connu le MLF, les luttes et les références historiques de cette époque lointaine. L'ouvrage de Morgane Giuliani offre des réponses à ces questions. Pour l'autrice, « Madonna a été « malgré elle la première méga pop star à faire sortir le féminisme des cercles élitistes ». Les thèmes principaux de sa discographie sont la sexualité et une revendication farouche de liberté. Dans un livre de photos érotiques, S.E.X., elle affirme vouloir « libérer l'Amérique » et dénoncer la nocivité des tabous autour de la sexualité qui favorisent pratiques dangereuses et violences sexuelles. Madonna a été la pionnière de l'émancipation par l'hypersexualité.

Certaines universitaires féministes américaines définissent Madonna comme la « vraie féministe », voient en elle le futur du féminisme et affirment qu'elle en a changé la face.

Madonna déclare que tout ce qu'elle fait est de son plein gré : « Je m'habille peut-être comme une

bimbo de base, mais c'est moi qui suis en contrôle. Est-ce que ce n'est pas ça le but du féminisme ? ».

Dans les années 2010 émerge le terme de « féminisme populaire » aussi appelé « féminisme pop », il est porté par un nombre important de célébrités et il est partout : musique, cinéma, séries TV, romans, essais, BD, podcasts, vêtements, décoration, collages. C'est un « féminisme de masse ».

Beyoncé est la figure la plus connue - et très critiquée - de ce pop féminisme. Ses albums se retrouvent à la première place des ventes aux Etats-Unis. L'élément racial est important dans la carrière de Beyoncé, elle cite même dans un de ses titres un discours de l'écrivaine féministe noire-américaine Chimamanda Ngozi Adichie, « Nous sommes tous des féministes ».

Pour Beyoncé, féminisme et féminité ne sont pas antagonistes et elle revendique le droit à la séduction et à la sexualité. Elle s'inscrit dans la ligne du « féminisme pro-sexe » et revendique un double engagement féministe et anti-raciste. Madonna et Beyoncé ont comme point commun

de valoriser leur maternité, elles mettent leurs enfants en avant. Elles sont l'une comme l'autre à la tête d'immenses fortunes.

Il n'est possible ici que de survoler les aspects du féminisme pop. Mais si la lecture de l'ouvrage de Morgane Giuliani est très éclairante sur cet aspect du féminisme, d'autres questions que celles des « stars »

sont aussi abordées : sexisme dans l'industrie musicale américaine, « chanter une autre vision des femmes, une autre vision des relations femmes-hommes ».

Féminismes & musiques. La Pop de Madonna à nos jours, Morgane Giuliani, Le Mot et le reste, 2023

 C.R.

BAGARRE ÉROTIQUE

RÉCITS D'UNE TRAVAILLEUSE DU SEXE

« Je suis une travailleuse du sexe de vingt-quatre ans - une pute quoi.



Vendre une prestation sexuelle n'est pour moi ni dégradant, ni traumatisant. Ce qui est insupportable, c'est d'exercer ce métier au sein d'un système qui ne veut pas de moi. Qui n'admet pas que nous existons, nous, les putes libres et épanouies. Qui ne veut nous donner aucun droit, aucun statut », déclare Klou.

L'auteure et dessinatrice Klou raconte dans son premier roman graphique *Bagarre érotique* son parcours de travailleuse du sexe. Le dessin, en noir et blanc, se déploie

sur toute la page, se mêle au texte, use de caractères variés.

Si Klou défend le travail du sexe, elle reconnaît que « plein de femmes sont forcées de se prostituer » mais affirme que l'ennemi, le grand méchant loup, le vrai, c'est la traite des êtres humains dans n'importe quel domaine. Elle reconnaît aussi que c'est la précarité financière qui l'a poussée au travail du sexe.

Klou ne se contente pas d'évoquer sa propre vie. Elle aborde aussi des questions historiques (la Révolution française), religieuses (Eve et Lilith), elle analyse le patriarcat en faisant référence à Marx. Elle affirme que toutes les luttes sont liées, la lutte pute, sans papiers, trans, antiraciste, etc. Pour elle : « Pas de féminisme sans les putes ! ».

Bagarre érotique. Récits d'une travailleuse du sexe, Klou, éd. Anne Carrière, 2022

 C.R.

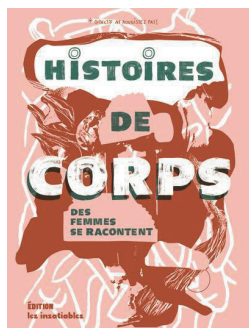
**MDR NON, EN VRAI SI T'ES
CONTRE LE TRAVAIL DU SEXE
PARCE QUE T'ES CONTRE LE
TRAVAIL EN GÉNÉRAL, JE SUIS
GRAVE AVEC
TOI MON
POTE**



Bagarre érotique. Récits d'une travailleuse du sexe, Klou, éd. Anne Carrière, 2022, page 39

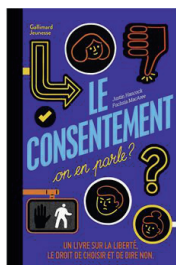
LES NOUVEAUTÉS DE LA DOC

Chaque mois, le centre de doc du Planning familial voit sa bibliothèque s'enrichir de nouveaux ouvrages, BD, essais, témoignages, brochures... Impossible de tout présenter ici, il faudra venir au 1^{er} étage au 2 rue Lakanal pour parcourir nos rayons ! En attendant, focus sur trois nouveautés.



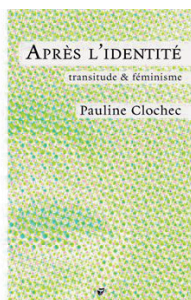
Histoires de corps, des femmes se racontent du Collectif Ne Rougissez pas !

Ce livre autour du corps est le reflet des temps d'échanges, des ateliers de créations graphiques et des partages d'expériences qui ont eu lieu lors des cafés-discussions avec différents groupes de femmes de 13 à 75 ans pour parler du corps, de la santé, de la sexualité et du suivi gynécologique et obstétrique, accompagné avec Alice Rocq, sage-femme, sexologue et féministe et Ne Rougissez Pas!, collectif de graphistes, designers et cinéastes.



Le consentement, on en parle ? de Justin Hancock et Fuchsia MacAree

Le consentement, c'est bien plus que dire "oui" ou "non". Il s'agit de découvrir ce qui est bon pour soi, de décider ce qu'on veut vraiment et d'utiliser ce pouvoir incroyable de choisir ! C'est aussi respecter le choix des autres. C'est une affaire de liberté ! Alors, on en parle ?



Après l'identité. Transitude & féminisme de Pauline Clochec

C'est un fait : il y a des individus qui passent d'un sexe à un autre. Mais, dans ce passage, que signifie « sexe » et quelles sont les conditions et les effets sociaux, politiques et cliniques de ce franchissement d'une différence des sexes pourtant réputée intangible ? Dans une perspective féministe matérialiste, cet ouvrage propose de décentrer la transitude du concept d'identité de genre qui a longtemps orienté sa compréhension.



8 mars : grève, manifestation, mobilisation

9 mars : Forum des Associations à l'Hôtel de ville de Lyon de 11h à 16h30



- Ce bulletin est trimestriel, gratuit et envoyé à toutes les adhérentes
- Ce bulletin est participatif ! Envoie tes contributions pour le prochain bulletin avant le 15 avril 2024 à documentation@planningfamilial69.fr
- Publication ISSN : 1776-208



**le planning
familial 69**

**2 rue Lakanal
69100 Villeurbanne**

ACCUEIL, ÉCOUTE ET INFORMATION

contact@planningfamilial69.fr • 04 78 89 50 61

PARTENARIATS, MILITER, ÊTRE BÉNÉVOLE

mfpf69@planningfamilial69.fr

CENTRE DE DOCUMENTATION

documentation@planningfamilial69.fr

NOS RÉSEAUX SOCIAUX

 [@planningfamilial69](https://www.instagram.com/planningfamilial69)

 [Planning Familial 69](https://www.facebook.com/Planning Familial 69)

ADHÉRER AU PF69

